

Pour diffusion immédiate

Cambodge: Le premier ministre Hun Sen promeut et récompense des meurtriers

Mettre fin à 20 ans d'impunité au Cambodge devrait être un objectif prioritaire de la visite du président américain Barack Obama

(New York, le 13 novembre 2012) – Le régime violent et autoritaire du premier ministre cambodgien Hun Sen, au pouvoir depuis plus de vingt ans, a donné lieu à d'innombrables meurtres et autres graves exactions qui demeurent impunies, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui. Le président Barack Obama devrait mettre à profit son déplacement au Cambodge prévu en novembre, la toute première visite d'un président des États-Unis dans le pays, pour demander publiquement des réformes structurelles et la fin de l'impunité dont jouissent les fonctionnaires responsables d'abus.

Le rapport de 68 pages, intitulé [« "Tell Them That I Want to Kill Them": Two Decades of Impunity in Hun Sen's Cambodia »](#) (*« "Dites-leur que je veux les tuer" : vingt ans d'impunité dans le Cambodge de Hun Sen »*), analyse certaines affaires clés impliquant des meurtres non résolus d'activistes politiques, de journalistes, d'hommes et de femmes politiques de l'opposition, et d'autres personnes. Ces meurtres ont été perpétrés par les forces de sécurité cambodgiennes depuis les Accords de Paris de 1991, signés par 18 pays parmi lesquels les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les Accords de Paris et la mission de maintien de la paix des Nations Unies (NU) qui a suivi devaient inaugurer une nouvelle ère pour la démocratie, les droits humains et la responsabilité au Cambodge. Plus de 300 personnes ont été agressées et tuées pour des motifs d'ordre politique depuis, et pourtant aucune de ces affaires n'a donné lieu à une enquête crédible ou à des condamnations, selon Human Rights Watch.

L'implication, depuis les Accords de Paris, de responsables de haut niveau au sein du gouvernement, et de membres de l'armée, de la police, de la gendarmerie et du renseignement dans de graves exactions a été établie à de nombreuses reprises par les Nations Unies, le Département d'État américain, les organisations de défense des droits humains locales et internationales, et les médias. Human Rights Watch dispose de la liste de la plupart de ces responsables et de leurs fonctions actuelles.

« Au lieu de poursuivre les fonctionnaires responsables d'assassinats et d'autres graves abus, le premier ministre Hun Sen les a encouragés et récompensés », a affirmé [Brad Adams](#), directeur de la division Asie chez Human Rights Watch. « C'est un message aux Cambodgiens affirmant que même les meurtriers les plus notoires sont au-dessus de la loi, s'ils bénéficient de la protection des dirigeants économiques et militaires du pays. Les gouvernements bailleurs de fonds, au lieu de faire pression pour mettre fin à l'impunité, ont adopté la politique de l'autruche. »

Le rapport *« Dites-leur que je veux les tuer »* s'appuie des centaines d'entretiens réalisés depuis de nombreuses années avec des responsables actuels et passés du gouvernement, des membres des forces armées, de la police, de l'appareil judiciaire, du parlement et d'autres institutions étatiques, ainsi que des représentants de partis

politiques, de syndicats, des médias, et d'organisations de défense des droits humains. Il se fonde également sur les informations contenues dans des documents des Nations Unies, des rapports des représentants spéciaux et des rapporteurs de celles-ci ainsi que du Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme au Cambodge, et pour finir des rapports de Human Rights Watch et d'autres organisations non-gouvernementales de défense des droits humains, locales et internationales, et des informations publiées dans les médias.

Le titre du rapport cite une phrase prononcée par Hing Bun Heang, à l'époque où il était directeur adjoint de l'unité de gardes du corps de Hun Sen, en réponse à la question d'un journaliste sur son rôle présumé dans l'assassinat d'au moins 16 personnes lors d'un attentat coordonné à la grenade qui visait le dirigeant de l'opposition Sam Rainsy, en mars 1997. Les Nations Unies et le FBI (Federal Bureau of Investigation) américain ont conclu que l'unité de gardes du corps était impliquée dans l'attentat, et ont identifié Hing Bun Heang comme le responsable de l'opération. Hing Bun Heang a été promu plus tard au rang de lieutenant général, et est désormais commandant en chef adjoint des Forces Armées Royales Cambodgiennes.

La plupart du temps, les responsables des meurtres sont non seulement connus, mais ils ont bénéficié de promotions, selon Human Rights Watch. Cela a été le cas également pour les membres des escadrons de la mort « A-team », bien connus pour leur brutalité, pendant la mission de maintien de la paix des Nations Unies de 1992-1993, ainsi que pour les agents des services de sécurité qui ont mené une campagne d'assassinats de membres de l'opposition après le coup d'État de Hun Sen en 1997. Des meurtres plus récents, comme celui du dirigeant syndical Chea Vichea, de l'homme politique d'opposition Om Radsady, et du militant de l'environnement Chut Wutty, demeurent non résolus. Même dans les cas où il n'y a pas de motivation politique apparente, les abus n'ont pratiquement jamais donné lieu à des poursuites criminelles abouties et à des peines de prison proportionnées, quand le responsable était un membre de l'armée ou de la police, ou bénéficiait de relations politiques.

Le rapport de Human Rights Watch détaille un certain nombre de cas d'exécutions extrajudiciaires et d'autres abus, qui n'ont pas fait l'objet de réelles enquêtes ou poursuites de la part des autorités :

- Le meurtre d'une dizaine d'hommes et de femmes politiques et de militants de l'opposition pendant la période du maintien de la paix par les Nations Unies en 1992-93 ;
- L'assassinat du rédacteur en chef d'un journal d'opposition, Thun Bun Ly, dans les rues de Phnom Penh en mai 1996 ;
- La campagne d'exécutions extra-judiciaires qui a conduit à la mort de près de 100 fonctionnaires liés au camp royaliste après le coup d'État de Hun Sen en juillet 1997, parmi lesquels le vice-ministre de l'intérieur Ho Sok dans l'enceinte même du Ministère de l'intérieur ;

- L'attentat à l'acide qui a défiguré en 1999 la jeune Tat Marina, âgée de 16 ans, commis par la femme de Svay Sitha, un haut responsable du gouvernement ;
- L'assassinat ressemblant à une exécution sommaire en 2003 d'Om Radsady, député de l'opposition très respecté, dans un restaurant bondé de Phnom Penh;
- Le meurtre en 2004 du populaire dirigeant syndicaliste Chea Vichea;
- Le meurtre en 2008 du journaliste d'investigation Khim Sambo et de son fils, alors qu'ils faisaient tous deux du sport dans un parc public ; et
- L'assassinat en 2012 du militant de l'environnement Chut Wutty dans la province de Koh Kong.

« La liste des assassinats politiques au cours des 20 dernières années fait froid dans le dos, » a déclaré Brad Adams. « Si l'opinion publique s'indigne après chaque nouvelle affaire, les responsables ne font rien et les auteurs des crimes comme les gouvernements qui les protègent n'ont à subir aucune conséquence pour ces actes. »

Pour s'attaquer au fléau de l'impunité au Cambodge, Human Rights Watch incite vivement le gouvernement à :

- Créer un service de police professionnel et indépendant, dont les dirigeants soient nommés par une commission indépendante de la police, qui ait également le pouvoir de contrôler les policiers, d'enquêter sur les plaintes, et de renvoyer les agents qui violent un code de conduite professionnelle;
- Créer un service judiciaire et du ministère public indépendant. Les juges et les procureurs devraient être nommés par une commission judiciaire indépendante, qui ait également le pouvoir d'enquêter sur les plaintes et de sanctionner les juges et les procureurs qui violent un code de conduite professionnel;
- Interdire aux hauts responsables de la police, aux juges et aux procureurs d'occuper toute fonction officielle ou officieuse à la direction d'un parti politique; et
- Répondre de façon professionnelle et impartiale aux allégations de violations des droits humains formulées par les victimes et leurs familles, les organisations de défense des droits humains et les autres organisations de la société civile, le Bureau pour les Droits de l'Homme et les autres agences des Nations Unies, les médias, et toutes les autres personnes et structures qui portent des problématiques à l'attention du gouvernement.

« Les recommandations visant à obtenir la justice pour les victimes ne pourront être appliquées sans des pressions constantes et coordonnées de la part de gouvernements puissants, œuvrant aux côtés des nombreux Cambodgiens

courageux qui exposent les violations commises, » selon Brad Adams. « De nombreux gouvernements s'expriment sur la "culture de l'impunité" au Cambodge, mais ils devraient également s'attaquer à leur propre culture de l'indifférence. »

Au Cambodge, l'histoire de ces vingt dernières années est une celle d'opportunités manquées, a déclaré Human Rights Watch. Année après année, les bailleurs ont proposé – et le gouvernement cambodgien a accepté – des réformes significatives, telles que des mesures visant à encourager la professionnalisation des policiers et l'indépendance des procureurs et des juges. Pourtant, le système judiciaire reste une institution profondément et résolument politisée, dont les plus hauts responsables sont nommés par la voie politique et font avant toute chose allégeance au premier ministre et au parti au pouvoir, le Parti du Peuple Cambodgien. Les gouvernements étrangers, les Nations Unies et les bailleurs n'ont pas pris le temps de se renseigner sur les abus du passé et leurs auteurs, et n'ont pas fait pression de façon constante et coordonnée sur les hauts responsables et les institutions gouvernementales responsables de graves violations des droits humains.

« Il faut s'attaquer de front au défaut de responsabilité au Cambodge, et non l'ignorer ou le minimiser, comme l'ont fait tant de gouvernements étrangers et de bailleurs ces vingt dernières années, » a affirmé Brad Adams. « Sans mémoire, la justice est impossible. Les gouvernements et les bailleurs devraient arrêter de parler de droits sous forme de généralités, et commencer à demander des comptes aux hauts responsables du gouvernement et du parti au pouvoir quant aux défaillances de la justice. »

Si les États-Unis ont été l'un des pays qui critique le plus ouvertement le bilan du gouvernement cambodgien en matière de droits de l'homme ces dernières années, ses actes quand il s'agit des responsables impliqués dans de graves abus contredisent souvent les discours. En mars 2006, le FBI a décerné une médaille au chef de la police nationale cambodgienne de l'époque, Hok Lundy, pour son soutien à la campagne globale de lutte contre le terrorisme menée par les États-Unis. Hok Lundy, qui est mort dans un accident d'hélicoptère en 2008, était tristement célèbre pour ses violations des droits humains, et probablement la personne la plus crainte de tout le Cambodge. La médaille américaine a été utilisée comme un puissant outil de propagande par le gouvernement cambodgien, alors même que les défenseurs des droits humains remettaient en cause les véritables intentions des États-Unis.

En septembre 2009, le Secrétaire à la Défense des États-Unis en poste, Robert Gates, a accueilli pour une réunion au Pentagone, à Washington, le Ministre de la Défense cambodgien Tea Banh. Tea Banh a dirigé l'armée cambodgienne ces vingt dernières années, période au cours de laquelle celle-ci a commis des exactions massives en toute impunité. De façon prévisible, Tea Banh a été accueilli en héros par les médias contrôlés par le parti au pouvoir, à son retour des États-Unis.

« Hun Sen est au pouvoir depuis 27 ans, et affirme qu'il a l'intention de gouverner encore 30 ans de plus, mais les victimes d'abus ne peuvent attendre aussi longtemps que justice soit faite », a conclu Brad Adams. « Lors de sa première visite historique au Cambodge, le président Obama est particulièrement bien placé pour demander publiquement à Hun Sen d'entreprendre de véritables réformes, afin que

le peuple cambodgien jouisse de ces mêmes droits et libertés que les Américains considèrent comme acquis. »

Le rapport « Tell them that I want to kill them » (« *Dites-leur que je veux les tuer* ») est disponible à l'adresse suivante :

<http://hrw.org/node/111248> (en anglais)

Pour consulter d'autres rapports et communiqués de Human Rights Watch sur le Cambodge, veuillez suivre les liens :

<http://www.hrw.org/asia/cambodia> (en anglais)

<http://www.hrw.org/fr/asia/cambodia> (sélection en français)